

NAMUR • *Théâtre-action*

À vendre : lots de travailleurs, bon prix

L'ASBL Luttés solidarité travail organise une « Vente publique de travailleurs », mercredi, place d'armes. Pour dénoncer la précarité des sous-statuts.

DEPUIS 1987, selon un décret de l'ONU, le 17 octobre est la « Journée mondiale du refus de la pauvreté ». Il est aussi des associations pour lesquelles chaque jour qui passe est consacré au combat contre les inégalités sociales. Dans nos régions, *Luttés solidarités travail* (LST) est de celles-là. Fondée au début des années 80 à Namur, l'ASBL compte aujourd'hui quatre locales dans les environs de Dinant, Ciney, Andenne et Tubize.

Par le biais de rencontres avec

ceux qui sont parfois considérés parfois comme « *socialement et économiquement inutiles* », l'association vise à plus de solidarité et au recul de la misère. À Namur, une quinzaine de bénévoles forment le noyau dur, autour de trois permanents.

Ils animent les différentes activités, comme les groupes de parole, l'atelier de peinture, la bibliothèque de rue ou la permanence. Un bulletin de liaison et d'information, baptisé *Main dans la main*, est par ailleurs édité. On y parle des problématiques de l'emploi, du logement, de l'accès aux soins de santé...

Vente avec commissaire-priseur

Bien sûr, ce 17 octobre ne sera pas un jour tout à fait comme les autres pour LST. L'association a décidé de se montrer et de

crier bien fort ses revendications concernant le droit au travail. Une représentation de théâtre-action se déroulera à son initiative, mercredi dès 16 h 30, sur la place d'armes, à Namur. Un commissaire-priseur procédera ainsi à la vente publique de travailleurs. Parmi les lots, des minimexés, des intérimaires, des chômeurs, des travailleurs ALE, des stagiaires, des pensionnés...

« *Nous voulons épingler l'absurdité des mesures destinées à mettre les gens au travail*, explique Fabien Lardinois. *On crée ces sous-statuts qui ne proposent ni un salaire décent, ni un contrat normal, ni une protection sociale suffisante. Résultat : on dérégule le marché de du travail et on se sert des plus pauvres pour créer de l'emploi bon marché, au bénéfice de ceux qui ont les moyens. Et tout cela a l'air de couler de source* ».

On se retrouve ainsi, constate encore LST, avec différents types de statuts pour un même travail, ce qui divise la solidarité entre les travailleurs. Des travailleurs qui pourraient par ailleurs se partager le boulot, puisque celui-ci vient à manquer... L'ensemble de ces considérations émanent d'un document publié par LST à l'occasion de la « Journée mondiale du refus de la pauvreté » : *Regards et questions des travailleurs les plus pauvres sur les projets de lutte contre la pauvreté*. Ce rapport a été rédigé sur base des expériences recueillies dans les groupes de parole collective de l'association. Et force est de constater que les lois ne sont pas toujours en adéquation avec le besoin des plus démunis. Ce 17 octobre, ils veulent juste le faire savoir...

A. Deb.

❶ LST, rue Pépin, 64, 5000 Namur. 081/22 15 12.